oublie de dire cela. C'est l'inflation qui a rendu nécessaire la hausse des pensions. L'autre jour, le ministre s'en est même attribué le mérite.

Je remarque que le ministre ne proteste pas. Il a évité avec soin les «gars à six dollars» parce qu'il était de l'autre côté de la clôture à cette époque. Il a oublié les grands philanthropes du parti libéral dans les années 50.

Il y a eu d'autres péchés d'omission et de commission. En 1936, le premier ministre King a émis des obligations perpétuelles à 3 p. 100 après avoir réduit le taux d'intérêt bancaire de façon à ce que même 3 p. 100 les rendent très attrayantes. Il était entendu qu'elles seraient rachetées avant que les coupons soient échus ou, du moins, lorsqu'ils seraient échus. Ce gouvernement libéral a refusé de payer et a émis de nouvelles obligations. Ce sont là les mêmes gens qui les ont achetées à qui aujourd'hui on nie toute justice.

En réponse à une question posée aujourd'hui, le ministre des Finances (M. Turner) a déclaré que le gouvernement ne possédait toujours pas une réponse à cette question. On devrait également l'appeler «Père demain». Que fait le gouvernement pour ces gens?

Je voudrais citer le cas d'un homme qui se trouve maintenant dans la zone grise dont je viehs de parler. Il ne peut être admissible au supplément. Il possède en effet quelques obligations non remboursables. Au moment où il a acheté ces obligations, il gagnait \$24 par semaine et c'était alors un bon salaire. Il travaillait six jours par semaine. Aujourd'hui, son salaire hebdomadaire de \$24 serait inférieur à un salaire quotidien et le gouvernement a l'audace de vouloir rembourser ces obligations à raison de 39 cents du dollar. Compte tenu de la valeur de l'argent, que peut-on faire avec 39 cents? Si le ministre essaie de le calculer, il verra qu'il pourra acheter moins de 15 p. cent en logement et en aliment. C'est ainsi que les personnes âgées ont été traitées au cours des années. Faut-il s'étonner que beaucoup d'entre eux songent à la prochaine aumône, à la misère et à ce qu'ils devront faire en attendant la prochaine miette.

Le ministre se vante d'accroître la pension d'un célibataire de \$170 à \$178.16 et celle d'un couple marié de \$324.60 à \$341.80. Cependant, il oublie qu'une garçonnrière coûte au moins \$125 par mois. Il reste un peu plus de \$50 pour les chaussures, les vêtements et les aliments. Le ministre oublie également fort à propos, et j'ai reçu beaucoup de lettres à ce sujet, que l'un des deux membres des couples décède et que c'est l'homme le plus souvent. Les \$324.60 qui doivent être portés à \$341.80 sont à peine suffisants pour payer le loyer de \$150, et il reste \$75 pour les aliments, les vêtements et le reste. Celui des deux qui reste se trouve dans la misère noire avec seulement \$20 par mois pour se nourrir, se vêtir et vivre. C'est un moment de triste réflexion pour ceux qui ont bâti le pays dans la sueur et les larmes. Je voudrais demander au ministre pour quelle raison il n'a pas cherché à résoudre ces problèmes fondamentaux. Ces gens doivent renoncer à leurs modestes foyers et essayer de louer une chambre afin de réduire leur loyer et joindre les deux bouts. Rien n'a été fait en leur faveur.

● (1550)

Je reprends une question que j'ai déjà posée. Et les malades chroniques qui touchent des pensions de vieillesse, qui essaient de survivre et qui auraient besoin d'un peu d'aide à cause de leur maladie chronique? Ils doivent rester chez eux et pas à l'hôpital. Le coût des médicaments est élevé pour tout le monde, il l'est doublement pour ceux

Sécurité de la vieillesse

qui ont de faibles revenus. Je voudrais demander au ministre à quoi il pensait lorsqu'il a permis que l'on néglige complètement ces gens, comme il l'a fait au cours des années depuis l'introduction de l'assurance médicale. Le ministre sait autant que moi que le juge Hall a recommandé dans son rapport l'inclusion de services pharmaceutiques. Cela n'a jamais été fait.

Le gouvernement a introduit l'assurance soins médicaux mais rien n'a été fait en faveur des retraités qui souffrent de maladies chroniques, qui ne sont pas hospitalisés et qui ne peuvent pas acheter les médicaments dont ils ont besoin pour se maintenir en vie. Je dirais qu'administrer l'assurance-médicale nationale comme on le fait aujourd'hui dans tout le Canada, c'est faire des économies de bouts de chandelle. Si le ministre acceptait de siéger à une commission pour examiner comment les choses se passent, il le constaterait rapidement lui-même.

Aucune mesure n'a été prise en faveur de ceux qui sont malades et qui ont besoin de médicaments pour se maintenir en vie. Le ministre sait aussi bien que moi qu'à 60 ans, on est quatre fois plus sujet aux maladies et à l'hospitalisation qu'à l'âge de 40 ans. C'est certainement une question importante qui nécessite son attention.

Le gouvernement me rappelle ces gens qui au passage laissent tomber un dix sous dans la sébile du mendiant. La honte les contraint à ce geste mais ils ne songent pas réellement au problème du mendiant. Au fond, le ministre a fait peu ou rien pour le pensionné qui a sûrement droit de toucher une pension qui est rajustée tous les trois mois suivant les augmentations du coût de la vie. De fait, nombre de contribuables doivent tous les trois mois verser leurs cotisations au ministère de l'Impôt sur le revenu; je l'ai déjà dit.

Ce bill est une écaille vide. Le ministre aurait dû, il y a des années, donner aux personnes âgées à la retraite suffisamment pour leur permettre de vivre, en haussant la pension de base pour leur permettre de faire face à l'inflation du dollar. La pension de vieillesse de base devrait suffire, au moins à assurer le logement. Mais à cause de l'inflation qui sévit depuis dix ans de régime libéral, la majorité des personnes âgées n'ont pas reçu assez pour pourvoir à leur subsistance. En ce moment, seulement 40 p. 100 des personnes âgées de plus de 65 ans touchent leur supplément et environ la moitié d'entre elles doivent gratter et endurer des privations sans nom. C'est pourquoi la pension de vieillesse de base doit être augmentée, c'est pourquoi les médicaments doivent être payés par l'assurance-santé, du moins ceux que le médecin prescrit. Au fond on n'a fait qu'absoudre partiellement les péchés d'omission commis à l'égard des pensionnés.

Mme Grace MacInnis (Vancouver Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'écoutais l'honorable député qui vient de terminer son discours et les mots d'un cantique appris dans mon enfance me sont venus à l'esprit. Je crois qu'ils décrivent tout à fait ce que nous pensons du projet de loi. En voici les paroles:

Showers of blessing,
Showers of blessing we need,
Mercy drops 'round us are falling,

But for the showers we plead.

Nous obtenons du gouvernement actuel quelques gouttes de pitié et la mesure proposée est l'une de ces gouttes destinées aux personnes âgées du Canada, mais c'est une averse qu'il nous faudrait ou même un gros orage, pour assurer la sécurité des personnes âgées. Sans doute, nous